

## Gouvernement Bayrou : la poursuite des attaques contre le service public

Le discours de politique générale de F. Bayrou aurait pu constituer le signal d'un coup d'arrêt aux attaques contre les services publics et les salarié-es. Il n'en a rien été.

La réforme des retraites conduite par le gouvernement Borne a fait l'objet d'un rejet unanime des salarié-es et agent-es publics. Elle conduira en effet à un décalage de l'âge de départ en retraite, une baisse des pensions et un accroissement des inégalités femmes-hommes. La mobilisation pour obtenir son abrogation a été massive tant dans le secteur privé que le public. Pourtant, le Premier ministre persiste à la faire entrer en application. Pour Solidaires fonction publique, la revendication est claire : il faut immédiatement abroger cette loi injuste.

Le Premier ministre a également annoncé un chantier d'une prétendue simplification des services, allant jusqu'à reprendre le vocabulaire employé par l'extrême droite ultralibérale de « débureaucratisation ». Chacun-e sait ce que recouvre ce vocabulaire : des suppressions de postes, et une dégradation de la qualité du service rendu au public comme des conditions de travail des personnels et ce alors même que la population a très largement demandé notamment lors des élections législatives plus de services publics dans tous les territoires.

Aucune annonce du Premier ministre n'a en revanche été faite concernant les rémunérations des salarié-es du secteur public, dont les salaires ont au mieux stagné ces dernières années.

Le gouvernement indique aujourd'hui que s'il renonce face à la mobilisation des personnels aux trois jours de carences, il persiste à vouloir réduire de 10 % la rémunération des agent-es des fonctionnaires placés en congé-maladie.

Rien non plus sur la Garantie Individuelle Pouvoir d'achat pourtant indispensable à de nombreu-ses agent-es. Ces mesures ont notamment suscité une grève massive dans la fonction publique le 5 décembre dernier : les ingrédients sont réunis pour une mobilisation importante si le gouvernement ne renonce pas à ces mesures inutiles et injustes.

Pour Solidaires fonction publique, ce gouvernement doit mettre en œuvre une politique de réduction des inégalités et de renforcement des services publics. Le budget de 2025 doit marquer cette priorité et abroger la contre-réforme des retraites.

L'abrogation de cette réforme rejetée par la population doit être un préalable indispensable à toute ouverture de négociations sur un meilleur financement par le patronat et l'amélioration du régime de retraites par répartition. Solidaires fonction publique s'emploiera à préparer et construire une mobilisation dans son ampleur pour obtenir satisfaction de cette revendication.

Paris, le 17 janvier 2025